

CIBLE

Confédération

Libéraux de France et d'Europe, soyez... libéraux. Autrement dit, lisez vos maîtres. Et d'abord le premier d'entre eux, auteur d'une œuvre impressionnante consacrée par un prix Nobel de sciences économiques.

Libéraux, souvenez-vous : c'est Maurice Allais qu'il se nomme, cet auteur éminent dont vous ne faites aucun cas. Voici peu, il s'est rappelé à vous en publiant dans *Le Figaro* une tribune consacrée à l'Europe. Il y dénonce la dérive technocratique et antidémocratique des organismes de Bruxelles. Il demande en conséquence que les principes et les textes qui régissent l'Union des Quinze soient complètement repensés. Il affirme que « *les nations européennes doivent rester maîtresses de leur destin* ». Il propose que l'Europe s'édifie sur un mode confédéral, sur la base d'une charte soumise dans chaque pays au consentement populaire exprimé à la majorité des deux tiers.

Ce projet confédéral est pertinent dans sa logique, démocratique dans sa procédure, concret par son respect des identités nationales, libéral au meilleur du terme dans la mesure où il respecte la liberté des collectivités et des citoyens. Libéraux, prenez la pensée libérale au sérieux !

Industrie française

L'État doit réagir

Italiens

**Déni
de droit**

p. 2

Idées

**L'Islam
mondialisé**

p. 9

La liste de Perben... ?

L'affaire de l'extradition de Paolo Persichetti met en lumière des incohérences du droit, des dénis de justice et de basses complaisances politiques. Elle est aussi un signe inquiétant d'une remise en cause de la tradition française de l'asile politique.

Aujourd'hui âgé de quarante ans, l'Italien Paolo Persichetti fut dénoncé en 1987 par un « repent » à la suite de l'assassinat du général Licio Giorgieri. Lavé du soupçon de complicité dans l'attentat, il fut néanmoins lourdement condamné par la justice italienne pour son appartenance à l'UCC, mais laissé en liberté. Réfugié à Paris fin 1991, il obtient un permis de séjour en tant qu'étudiant en histoire des sciences politiques.

En 1993, rattrapé par un mandat d'arrêt international, il est emprisonné et fait l'objet d'un décret d'extradition. Il est finalement libéré grâce à François Mitterrand. Le chef de l'État se porte garant de l'asile offert depuis 1981 aux Italiens réfugiés en France « qui ont rompu avec la machine infernale dans laquelle ils s'étaient engagés, le proclament, ont abordé une deuxième phase de leur propre vie, se sont insérés dans la société française, souvent s'y sont mariés, ont fondé une famille, trouvé un métier » (1).

Jacques Chirac, président en 1995, laisse entendre que l'attitude de la France vis-à-vis des réfugiés italiens reste inchangée. Mais à l'ouverture de « l'espace Schengen » en 1997, plusieurs d'entre eux sont arrêtés et placés sous mandat extraditionnel avant que la mobilisation d'autres réfugiés ne conduise Jospin à confirmer la « doctrine Mitterrand » en accordant des titres de séjour de longue durée à tous les réfugiés politiques italiens. Sauf - en raison du décret d'extradition signé d'Édouard Balladur - à Paolo Persichetti. Celui-ci reprend pourtant ses études puis devient attaché temporaire d'enseignement et de recherche (ATER) au département de science politique de Paris VIII, jusqu'à son arrestation en août 2002.

Le cas Paolo Persichetti présente le triple exemple d'incohérences du droit, de dénis de justice et de basses complaisances politiques.

Incohérences européennes : l'application des accords de Schengen va à l'encontre du droit des gens dont s'inspi-

raient jusque là les conventions européennes, notamment de celle qui prévoit que « l'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme une infraction politique ». C'est à l'évidence le cas de cet intellectuel d'extrême gauche, lavé du soupçon de complicité avec le terrorisme mais durement condamné pour ses engagements.

Dénis de justice en France : il faut « un fait nouveau » - preuve par exemple que le réfugié se livre à des activités répréhensibles - pour remettre en cause la protection accordée par le Chef de l'État et le droit au séjour tacitement reconnu par les autorités. Or rien de tel ne se présente puisque Persichetti vit ici en famille, publie ses ouvrages, exerce son métier sous l'autorité du Ministère de l'Éducation. L'état de fait crée des droits et la parole de la France n'est pas une fanfreluche.

Enfin, que dire de la conjoncture dans laquelle se produit l'extradition du 25 août ? Dé-

montrait-elle la « bonne volonté française » avant la réunion à Paris des ministres de la Justice ? La date choisie par Raffarin et Berlusconi pour cette rencontre - 11 septembre - montre quel amalgame ils font entre la dissidence italienne et l'« hyperterrorisme » international... Or on nous dit que Persichetti n'est que le premier nom d'une liste que Roberto Castelli va faire passer à Dominique Perben.

Il faut être curieusement inspiré pour avoir des complaisances envers un partenaire aussi désinvolte en coopération judiciaire internationale : l'Italie ne rejuge pas ceux qu'elle a condamnés par contumace ; son Premier ministre réforme le droit à sa guise : dépénalise le faux en matière de bilan, et veut autoriser l'accusé à demander le transfert de son dossier s'il estime les magistrats « partiaux » (2) - ce décret-loi viendrait à point pour dessaisir les juges de Milan d'une affaire de corruption dans laquelle est impliqué... Sergio Berlusconi.

« Le choix hypocrite de la « vertu » a caché le besoin désespéré de trouver un argument de différenciation. La similitude des pratiques et des projets a trouvé dans l'argument de la criminalisation le seul moyen possible de délégitimer un adversaire-miroir, désormais à tout moment interchangeable dans les paradigmes de la mondialisation. » Auteur de ces lignes ? Paolo Persichetti (3).

Il importe de le soutenir (4).

Luc de GOUSTINE

(1) Engagement pris lors du congrès de la Ligue des droits de l'Homme, le 20 avril 1985.

(2) Décret-loi dit « Cirami » adopté par le Sénat le 1^{er} août 2002.

(3) L'Humanité, 18 juin 2001.

(4) Consulter le site internet <http://www.persichetti.ras.eu.org/>.

Funérailles virtuelles

A droite, à gauche, on enterre beaucoup ces temps-ci. Mais comme dans les romans policiers, les cercueils ne contiennent que des cailloux, du sable - et de la poudre aux yeux. Mais où sont donc passées les traditions politiques dont on a signé les avis de décès ?

Les 14 et 15 septembre, à la Fête de L'Humanité, on a vérifié une fois de plus que le Parti n'est plus qu'une forme évanescence qui tente de conserver un dernier souffle sous l'improbable apparence du buffeto-huisme. L'idée communiste n'est pas morte pour autant : conservée en l'état dans les formations trotskistes, elle revit dans les cercles marxistes de haute volée et continue d'inspirer quelques têtes politiques.

Le 21 septembre, on a enterré le RPR sous une vaste formation de droite et on a pu entendre ici et là des homélies sur la mort du gaullisme. Fichaises ! Cela fait longtemps que l'esprit gaullien a déserté les formations qui se réclamaient du fondateur de la V^e République - Jacques Chirac ayant été le plus efficace des fossoyeurs. C'est donc un simple appareil électoral qu'on a mis en bière, afin de lancer une machine à l'américaine destinée à porter Alain Juppé au pouvoir. Ce qui n'affecte en rien le gaullisme authentique, qui continue d'inspirer beaucoup de serviteurs de l'État et d'innombrables citoyens.

Depuis la défaite de Lionel Jospin, le 21 avril, le Parti socialiste est à la recherche de son identité. Peine perdue : les éléments constitutifs du socialisme à la française, déjà sérieusement entamés par Jac-

ques Delors et par la « deuxième gauche » ont été détruits par les jospinistes. Restent Laurent et Dominique (SK) qui affirment vouloir sauver leur parti en le noyant dans l'ultra-libéralisme. Preuve : les courbettes faites à Frédéric Michel, animateur de Policy Network, réservoir idéologique du blairisme, lors de l'université d'été de l'appareil post-jospinien. Et c'est dans l'esprit blairiste que travaille l'équipe de « En Temps réel » : on y retrouve des collaborateurs du programme Fauroux - notamment Gilles de Margerie (issue de l'écurie Rocard) et deux personnages qui bénéficient du label Messier : Denis Olivennes (ancien directeur général du Canal Plus) et Bernard Spitz (directeur de la stratégie pour l'Europe de Vivendi Universal). Des capitalistes incompétents qui se donnent pour tâche de repenser le socialisme : quelle sinistre farce !

Mais l'idée socialiste, celle qui inspira Jean Jaurès et Léon Blum, a elle aussi émigré. Et les socialistes authentiques vivent, comme les gaullistes, dans l'attente de l'homme d'État qui pourra réincarner leur projet.

A droite, à gauche, c'est hors des cimetières qu'il faut reconstruire.

Annette DELRANCK

Le naufrage du tétanique ?

Parti « au galop » sur le terrain des réformes, Jean-Pierre Raffarin serait « tétanisé » alors qu'il dispose maintenant de tous les pouvoirs. N'écoutez que notre bon cœur, nous avons décidé de donner un conseil à l'angoissé de Maignon.

Monsieur le Premier ministre, Quand je veux avoir de vos nouvelles, je lis la presse de droite. Lorsque vous fûtes nommé, les journaux amis présentaient un homme parti « au galop », en oubliant de dire que vous ne pouviez rien faire puisque la nouvelle Assemblée n'était pas élue. Voilà qui vous donnait fière allure.

La campagne électorale n'était pas terminée que ces mêmes amis informèrent la France d'en bas que vous alliez « au trot ». Puis on vous perdit de vue puisque vous avez pris trois semaines de vacances. Bien reposé, alliez-vous forcer l'allure ? Hélas, Le Figaro (16/9) rapporte que Maignon vit « dans l'angoisse des grandes grèves de 1995 » et que « l'objectif est de passer l'hiver sans casse » selon les propres termes d'un de vos conseillers. Et notre éminent confrère de poser une étrange question : « Le Premier ministre serait-il déjà tétanisé, avant même de lancer les chantiers de la réforme de l'État ou des retraites ? ».

Étrange en effet, cette paralysie d'un homme appuyé par le président de la République et qui dispose de tous les pouvoirs nécessaires à un chef de gouvernement.

C'est donc l'immense peuple des révoltés qui vous fait peur. Mais cela ne signifie pas que vous serez victime d'un grand mouvement de grève, comme Alain Juppé en 1995. Votre

allié, c'est le découragement des contestataires. Pourtant, vous continuez d'être habité par une peur diffuse dont vous ne parvenez pas à déceler la cause.

C'est pitié que de vous savoir dans cet état anxieux, cher Jean-Pierre Raffarin, et je veux vous donner un conseil : lisez chaque jour la presse que vous soutient et vous saurez exactement où vous en êtes et ce qu'il convient de faire.

Dans Les Échos (20/9), vous apprendrez que l'heure est très grave. L'excellent Paul Fabra vous avertit que désormais « il n'y a plus de marché » car les prix (des actions, des entreprises, des groupes) n'ont plus de sens : tout est volatil. À l'exemple de l'encaisse de France Télécom. Et les grands effondrements industriels et financiers provoqueront, comme chez Alcatel qui va supprimer 20 000 emplois dans le monde, une situation « pré-déflationniste » : baisse des prix et des salaires pour retrouver de l'argent liquide, ce qui entraîne, faute de demande suffisante, une baisse de la production.

Tel est le cycle infernal qu'il vous faut éviter. Comment ? Là encore, la presse capitaliste vous apporte la solution : de plus en plus de voix s'élèvent dans les milieux économiques pour réclamer l'intervention de l'État. Agissez en ce sens, comme vos amis de Washington depuis le 11 septembre, et vous éviterez le naufrage.

Yves LANDEVENNEC

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BREVETÉ - DIRECTEUR POLITIQUE DÉTACHÉ RENOUVÉ

SOMMAIRE : p.2 : La liste de Perben - p.3 : Funérailles virtuelles - Le naufrage du tétanique - p.4 : Fauroux - Les leçons d'un désastre - p.5 : L'exception allemande - p.6/7 : Balkans - La France toujours aimée - p.8 : Terreur - Les lys de Flandre - p.9 : L'Islam mondialisé - p.10 : L'homme qui se tenait mal - L'album de sa vie - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial - Il faut nationaliser

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Fauroux

Les leçons d'un désastre

Lorsque Michel Bon quitta le siège de France Télécom après sa démission, une silhouette passa la grille derrière le patron déchu, sans mot dire mais l'air sombre. Quelle était cette éminence de l'ombre qui s'enfonçait dans la nuit ?

Rien de moins que Roger Fauroux, administrateur de l'entreprise publique, démissionnaire lui aussi !

Oui, Fauroux en personne, ancien ministre de l'Industrie, aussi prétentieux que néfaste, dans un gouvernement Rocard.

Oui, le Fauroux qui a par-rainé un énorme pavé consacré à la « réforme de l'État » (1), c'est-à-dire à la mise en œuvre de l'idéologie ultra-libérale sous forme d'un programme anti-étatisme et anti-national, qui fut le bréviaire du jospinisme et qui demeura le guide du routard raffarini. Fauroux l'hypocrite, assurant qu'il n'est pas libéral mais qui s'offre à l'admiration de la gent politico-médiatique en pape de la gouvernance, en apôtre de la transparence, en maître de morale.

Voici ce sempiternel donneur de leçons de gestion, acharné à soumettre l'administration française aux pseudo-règles du « marketing », du « benchmarking » et autres sottises entrepreneuriales, qui devient coresponsable du naufrage financier de France Télécom !

Que les citoyens lésés, que les petits actionnaires ruinés n'oublient pas Roger Fauroux. Lui aussi devra rendre des comptes.

Sylvie FERNOY

(1) « Notre État ». Robert Laffont, 2001 (prix franco : 29 €). Voir l'analyse critique parue dans Cité, n° 37-38 (prix franco : 9 €).

L'écroulement de France Télécom, au-delà de la recherche des responsables de ce désastre, pose la question de la pertinence des privatisations prévues des autres entreprises publiques.

Tout ça pour ça ! Au quotidien *Les Échos*, qui lui demandait dans son édition du 16 septembre dernier de quoi il était le plus fier de son septennat passé à France Télécom, Michel Bon, PDG démissionnaire, répondait : « C'est incontestablement la transformation de France Télécom. Quand je suis arrivé en 1995, j'ai trouvé l'un des meilleurs services publics de France (...) Mais cela restait une entreprise publique et les clients étaient des usagers (...) Les salariés ont pris le risque de changer de métier (...) Je suis vraiment admiratif de leurs efforts. » Ce qu'il reste, aujourd'hui, d'un des meilleurs services publics ? Une dette de 70 milliards d'euros (cinq fois plus importante que celle du Crédit Lyonnais !), des salariés français et allemands floués (1), des actionnaires bernés (2), un groupe au bord du démantèlement (3), et des contribuables qui devront mettre la main à la poche pour renflouer la dette de France Télécom. Tout ça pour flatter l'ego d'un mégalomane qui avait donc pour seule ambition de permettre à des « usagers de devenir des clients » et « aux fonctionnaires de l'opérateur public de changer de métier ». Si ce n'est pas se moquer du monde, cela y ressemble terriblement.

Mais il ne sert à rien, aujourd'hui de faire de Michel

Bon un bouc émissaire. Tout le monde a une part de responsabilité dans la déroute de France Télécom : Michel Bon, certes, pour ses options industrielles hasardeuses ; mais aussi les actionnaires, grands ou petits, qui ont cru avoir trouvé la poule aux œufs d'or ; l'État, actionnaire majoritaire, qui a laissé faire, voire, parfois, encouragé ; les syndicats de l'entreprise qui ont, pour certains, contribué à l'ouverture du capital c'est-à-dire à la privatisation rampante de l'entreprise.

Aujourd'hui, la chute de France Télécom relance le débat sur la pertinence d'un État actionnaire et l'arrêt ou la poursuite de la privatisation des autres entreprises publiques : EDF, Gaz de France, Air France, mais aussi La Poste, la SNCF et, demain, l'Hôpital et l'École. Parmi les plus farouches partisans des privatisations, on trouve, côte à côte, Francis Mer, ancien patron et dirigeant du Medef, actuel ministre de l'Économie et des Finances, et Roger Fauroux, ancien ministre socialiste de l'Industrie qui tempête contre le système d'économie mixte, selon lui, le « plus mauvais de tous » qui « conjugue tous les inconvénients (...) L'État est incapable de gérer un paquet d'affaires aussi importantes. Il n'en a ni les moyens ni la culture. » Et pourtant, la sagesse imposerait une pause. Mais l'occa-

sion est trop belle pour ce gouvernement de droite et les idéologues néo-libéraux, avec le soutien des technocrates de Bruxelles, de profiter de cette crise pour, enfin, jeter les bases du service universel qui laisserait à l'État, donc aux contribuables, le soin de gérer les activités non-rentables, comme par exemple, la distribution d'électricité aux défavorisés, et aux entreprises les activités lucratives.

N'est-ce pas ce que Thatcher et Blair ont introduit en Grande-Bretagne, avec le succès que l'on sait...

Nicolas PALUMBO

(1) Les salariés français non fonctionnaires de France Télécom et de ses filiales (Pages jaunes, Wanadoo, Orange, Dilipack) et les salariés allemands de Mobil Com risquent, en effet, de perdre leur emploi.

(2) Dont les salariés de France Télécom, détenteurs, pour 90 % d'entre eux, d'actions de leur entreprise bloquées dans un fond commun de placement pendant cinq ans et qui se retrouvent, de fait, ruinés. En outre, l'augmentation de capital vers laquelle semble se diriger le gouvernement ne ferait qu'aggraver leur situation en diluant encore davantage la valeur de leurs actions.

(3) A l'image de Jean-René Fourtou chez Vivendi, le nouveau PDG de France Télécom pourrait dès son arrivée envisager de vendre les filiales les moins rentables.

Faites connaître Royaliste :

abonnez vos amis !

3 mois d'essai = 3,80 €

L'exception allemande

Rien ne va plus entre Washington et Berlin. L'allié privilégié refuse de suivre en Irak. Pourquoi Paris n'en fait-il pas autant ?

Dans mon dernier article, j'avais attribué la position du chancelier Gerhard Schröder sur l'Irak à de l'opportunisme électoral. Ses déclarations, notamment au *New York Times* du 5 septembre, montrent qu'elle est plus réfléchie, mieux argumentée, qu'on pouvait le craindre. Elle n'est pas uniquement à usage interne. Il l'affirme publiquement aux New-yorkais chez eux, au moment même de la commémoration du 11 septembre, et déclenche naturellement l'ire du président Bush. Ce qui ne veut pas dire qu'une fois élu, il n'en changera pas. Il allèguerait certainement d'excellentes raisons pour le faire, ne serait-ce que le fameux consensus européen dès lors que tous les États-membres se seraient ralliés à une intervention américaine, et au tout premier chef la France. Mais il a su prendre un risque à un moment décisif dans le débat intérieur américain qu'on aurait souhaité que d'autres aient pris au même moment. Le président Chirac a choisi le même médium, à deux jours près, pour, au contraire, faire un pas de géant en direction de la position du président Bush, désespérant à Washington ceux qui continuent de se battre au Congrès voire au sein même de l'Exécutif et dans l'*US Army*, celle-ci hostile à l'aventure. Le chancelier a un excellent argument quand il donne à la lutte contre Al-Qaïda la priorité à la lutte contre Saddam Hussein. La récente arrestation au Pakistan d'un responsable de l'organisation, résident à Hambourg, révèle bien les liens

entre le réseau terroriste et les filières européennes. Il est aisé pour Schröder de montrer que la sécurité de l'Europe, et celle des États-Unis, se défend en Afghanistan et au Pakistan, pas en Irak. A Kaboul, où l'Allemagne s'est lourdement investie, le travail est loin d'être terminé. Il ne fait que commencer. Il ne s'agit donc pas de pacifisme ou de politique d'apaisement mais bien d'intelligence de la lutte. Les Allemands aussi sont attentifs aux matériaux de prolifération qu'ils ont eu à gérer après la dissolution de l'ex-Union soviétique. Ils savent que le danger existe mais bien ailleurs qu'en Irak. Ces arguments, la France n'a pas été capable de les présenter. Pourtant ses spécialistes de l'antiterrorisme et ses experts du nucléaire et du chimique les connaissent bien. Il faut donc admettre que l'opportunisme n'est pas du côté de l'Allemagne mais bien de ce côté du Rhin. Que cherche le président Chirac ? Ce que l'on appelait du temps de Napoléon III la politique des « compensations ». Se voir reconnu au même titre que Tony Blair comme l'allié privilégié, à la place de l'Allemagne, être régulièrement consulté par Bush junior, lui qui est le contemporain de Bush senior, retrouver un poids propre dans les instances de l'Otan, bref jouer à soi seul l'un des premiers rôles sur la scène internationale. La forme l'emporte sur la substance. Or les risques sont plus grands encore : la France peut-elle, quoi qu'il arrive, et quelle que soit la substance des choses, se

permettre d'isoler l'Allemagne en Europe ? Le moment n'est-il pas d'autant plus mal choisi que l'Otan a été décrédibilisée par le président Bush lui-même qui n'a pas jugé nécessaire d'accepter la solidarité offerte par les Alliés au lendemain du 11 septembre (en application de l'article 5 de sa Charte) ? Le chancelier allemand n'est-il pas celui qui voit plus loin en tirant les conséquences pan-européennes de cette disqualification ? Il sait bien quels sont les enjeux de l'élargissement de l'Otan que le sommet de Prague en novembre doit entériner. L'Allemagne est déjà en première ligne dans les Balkans d'où les forces américaines vont prochainement se retirer quasiment totalement. Elle réinvente, comme au temps du « taureau » bavarois, Franz-Josef Strauss, un « gaullisme allemand ».

Il n'est pas bon que l'Allemagne soit seule en Europe. La solution en l'occurrence n'est pas qu'elle abandonne ses positions courageuses, qu'elle se déjuge ou qu'elle s'humilie. La solution réside dans la restauration du couple franco-allemand que le président Chirac avait espéré trop tôt d'une élection de M. Stroh, en réalité un « faux-ami ». L'exigence de l'entente entre les deux pays transcende les affinités ou inimitiés personnelles. Il faudra apprendre à recoudre avec Berlin. Le prix à payer sera de reconnaître que Schröder aura eu raison contre Blair. Et pour cela commencer par écouter ses arguments, car ils sont parfaitement fondés. Une majorité d'Américains eux-mêmes en sont convaincus.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **PORTUGAL** – Le 5 octobre, comme tous les ans, les royalistes portugais vont commémorer le départ pour l'exil, en 1910, de Manuel II, le dernier roi de Portugal. Cette année, deux « caravanes monarchistes », l'une à Lisbonne, l'autre à Porto, sont organisées par les Jeunesses royalistes des deux cités en collaboration avec les Associations royalistes locales.

♦ **MAROC** – Le premier rendez-vous électoral depuis l'accession au trône du roi Mohammed VI en 1979, a lieu le 27 septembre. Quatorze millions d'électeurs sont invités à désigner, au scrutin de liste proportionnel, les 325 membres de la Chambre des représentants. A l'initiative du roi, de nombreuses mesures ont été prises pour que ce scrutin se déroule dans la transparence et pour éradiquer la fraude qui, dans le passé, avait entaché les consultations électorales.

♦ **ROUMANIE** – Le gouvernement roumain vient de nommer le prince Radu de Hohenzollern-Veringen en tant que représentant spécial du gouvernement pour « l'intégration, la coopération et le développement durable ». Le prince Radu est l'époux de la princesse héritière Margarita, fille aînée du roi Michel. La mission du prince portera, entre autres, sur l'intégration de la Roumanie dans les structures européennes et sur la promotion de l'image, de la culture et de l'histoire de son pays auprès des autres pays européens. Le prince conserve par ailleurs son rôle de conseiller auprès du Roi et continuera à participer aux engagements publics de la famille royale.

♦ **NORVÈGE** – Selon un récent sondage, les partisans de la monarchie ont perdu quelques points dans l'opinion puisque seulement 62 % des Norvégiens considèrent aujourd'hui la monarchie comme le « régime idéal » pour leur pays contre 30 % qui préféreraient une république. Cependant le prince héritier, en dépit d'un mariage controversé avec une mère célibataire, conserve la cote puisque 82 % des personnes interrogées considèrent que lui et sa femme formeront un bon couple royal le moment venu.

♦ **AFGHANISTAN** – Beau-frère du roi Zaher Chah, le général Haroun Assefy vient d'être nommé commandant général de la police et de la gendarmerie afghane. Aujourd'hui âgé de 54 ans, il a vécu pendant vingt-deux ans en exil en France où plusieurs de ses enfants sont nés. « Sans le roi rien n'est possible », déclare-t-il dans un entretien à l'AFP, « il est la clé pour la paix et l'unité nationale ».

Pendant trois semaines, en août, Régine Judicis et Bertrand Renouvin ont effectué un voyage en Bulgarie, en République fédérale de Yougoslavie (à Belgrade, ils ont rencontré le prince Alexandre au Palais royal) et en République serbe de Bosnie après un court passage en Croatie. Longuement reçus en audience privée à Sofia par Siméon de Saxe-Cobourg, l'actuel Premier ministre bulgare, ils ont été accueillis et accompagnés tout au long de ce périple par des amis de diverses nationalités, très différents par leurs fonctions, leur statut social et leurs convictions.

■ **Royaliste : Dans quelle catégorie inscrire ce voyage : journalisme, militantisme ou bien encore pèlerinage « yougo-nostalgique » ?**

Régine Judicis : La direction de la NAR souhaitait que la Yougoslavie préserve son unité après la période titiste et nous avons tenté d'agir en ce sens. Mais nous ne sommes pas venus pour pleurer sur le passé : nous tentons d'apprécier les chances de la paix dans les Balkans, loin de toute action militante.

■ **Royaliste : Pourtant, vous avez rencontré le prince Alexandre de Yougoslavie...**

Bertrand Renouvin : Le prince Alexandre est maintenant une personnalité officielle de la République fédérale yougoslave et il occupe une place à tous égards symbolique : l'État yougoslave lui a rendu le Palais royal, où il réside avec sa famille, il dispose d'une garde militaire et il a très officiellement reçu en un an quelque sept mille personnalités de diverses religions et de toutes convictions. C'est comme si, en 1958, le général de Gaulle avait prié le défunt comte de Paris de s'installer au château de Vincennes...

A Belgrade, ce n'est donc pas un chef de parti que nous avons rencontré. Notre entretien avec le prince a porté sur les difficultés économiques de sa patrie et sur la situation dans les Balkans.

■ **Royaliste : Dans quel état avez-vous retrouvé la Yougoslavie ?**

Régine Judicis : C'est un pays amputé d'une grande partie de son territoire et qui va bientôt perdre son nom puisque la République fédérale yougoslave va se transformer en une Union de la Serbie et du Monténégro. Après dix ans de guerre, de pouvoir autoritaire et de corruption généralisée, la population est toujours en état de choc. La classe moyenne a été ruinée par l'hyperinflation et laminée par la crise économique. La classe ouvrière est tombée dans le chômage et la grande pauvreté. Dans sa grande majorité (tous nos amis nous l'ont dit), le peuple regarde avec colère et dégoût comment vivent et prospèrent les profiteurs de guerre et autres trafiquants.

Il y a pire : être traité en peuple maudit, comme si tous les Serbes, et eux seuls, étaient des extrémistes, des égorgeurs et des violeurs ; avoir été puni par des bombardements dont nous avons vu les effets, très impressionnants, dans la capitale, et à Novi Sad qui est la principale ville de Voïvodine. Or de nombreux Serbes étaient hostiles à Slobodan Milosevic - ils l'ont massivement montré à plusieurs reprises - et les victimes des bombardements étaient aussi des magyars, des tziganes, des Musulmans (la majuscule dé-

signe la nationalité) car il ne faut pas oublier que le sandjak de Novi Pazar est, sur le territoire serbe, un département peuplé pour une bonne part de Musulmans - que beaucoup de Serbes sont d'ailleurs en train de quitter.

Bertrand Renouvin : Ce qui montre que la notion de « nettoyage ethnique » est à utiliser avec précaution, et que les Serbes aussi peuvent faire l'objet de diverses pressions. En France, on est dénoncé comme complice de Milosevic et comme révisionniste si on évoque les pressions des albanophones sur les Serbes du Kosovo dans les années soixante-dix ou si l'on rappelle que 200 000 Serbes ont été chassés de Croatie en quelques jours, lors de l'offensive d'août 1995.

■ **Royaliste : Tout de même, votre préférence semble aller aux Serbes de Yougoslavie et de Bosnie-Herzégovine...**

Bertrand Renouvin : Nous pouvons avoir des attachements personnels (j'aime beaucoup l'Albanie et la Bosnie musulmane - Sarajevo, Mostar, Jajce) mais la Nouvelle Action royaliste n'a pas pris parti dans la guerre civile. Pour s'en tenir aux personnalités, nous admirons les Albanais Ismail Kadaré et Besnik Mustafaj, le Croate Pedrag Matvejevitich, le cinéaste bosniaque Emir Kusturica, et les grands écrivains serbes. Nous avons bien entendu de la sympathie pour les royalistes

BALKANS

La France toujours aimée

serbes qui militaient dans l'opposition pacifique et démocratique. Aujourd'hui encore, nous nous refusons de choisir entre les Croates, les Serbes, les Macédoniens et de maintenir les plaies ouvertes comme savent si bien le faire quelques intellocrates parisiens.

Après nombre d'historiens et d'observateurs scrupuleux, nous disons simplement que les Serbes aussi ont été victimes de massacres, d'expulsions massives et d'attentats contre leurs lieux saints. Quand on entre dans le système de la terreur, quand on entre dans le système spécifique de violence que constitue une guerre civile, tous les protagonistes sont tour à tour

bourreaux et victimes. Dans l'ancienne Yougoslavie, il y avait dans tous les camps des milices et autres unités spéciales qui commettaient des massacres, des viols, qui procédaient aux destructions des monuments symboliques de l'adversaire et des maisons privées afin que leurs propriétaires ne puissent plus revenir. C'est cela le « nettoyage ethnique » : on efface du paysage les symboles communautaires, on détruit les habitudes de bon voisinage (c'est le but des viols) et on contraint les populations à l'exode. En Bosnie, des extrémistes serbes ont détruit des mosquées et, dans la Krajina croate, nombre d'églises catholiques. Des extrémistes croates ont détruit le pont

de Mostar, symbolique chef d'œuvre de l'architecture ottomane, et des extrémistes Musulmans ont rasé des églises orthodoxes. Nous savons que Srebrenica est un crime odieux, nous plaignons les combattants croates de Vukovar, mais pourquoi ne pas entendre les Serbes lorsqu'ils évoquent leurs suppliciés et leurs réfugiés ?

Régine Judicis : Il faut que chacun puisse raconter sa propre tragédie, que les cimetières rendent immédiatement visibles. Les tombes orthodoxes et musulmanes, souvent marquées par des impacts de balles, semblent plantées là comme autant d'actes d'accusation. Mais nous avons constaté un immense travail de reconstruction des monuments religieux et des habitations privées à Prijedor, dans le couloir de Brcko en Republika srpska et dans le canton Musulman de Bihac. On croit trop souvent que l'entité serbe de Bosnie est « ethniquement purifiée » alors que des mosquées ont été reconstruites ou le seront et la politique du retour des personnes et des familles expulsées pendant la guerre a des résultats visibles. Les Allemands, les Hollandais, les Français font à cet égard un travail remarquable. A Banja Luka, capitale de la Republika srpska, il y a même - le cas est unique - une représentation franco-allemande commune (les ambassades sont à Sarajevo) installée dans la même maison. En ville, on

dit que le succès de ce bureau franco-allemand tient beaucoup aux grandes qualités professionnelles et personnelles des deux jeunes diplomates, l'un Français, l'autre Allemand, qui travaillent en bonne intelligence pour le renforcement de l'esprit de paix en Bosnie.

■ **Royaliste : Comment la France est-elle regardée ?**

Bertrand Renouvin : A Belgrade, à Banja Luka, à Novi Sad, dans les cars que nous avons pris pour aller d'une ville à l'autre, je m'attendais à passer des moments désagréables. Au contraire, les populations serbes et yougoslaves continuent d'aimer la France et les Français avec passion comme si des militaires de notre pays, sur ordre du président et d'un gouvernement agissant au mépris du droit, n'avaient pas participé à la guerre d'agression ! Cet amour tient à la mémoire toujours vive de la fraternité d'armes pendant les deux guerres mondiales, à l'excellent travail que font les diplomates français et les Français qui ont décidé de vivre et de travailler avec les Serbes. Ces observations valent d'ailleurs pour l'ensemble des Balkans, où les carences et les fautes de nos gouvernements successifs sont compensées par l'enthousiasme et l'énergie de nos expatriés et par ceux qui sont, de cœur ou juridiquement, franco-yougoslaves.

■ **Royaliste : Dans ce périple, la Bulgarie semble avoir été réduite à la portion congrue !**

Bertrand Renouvin : Pas du tout ! C'était cette année mon cinquième séjour dans le pays, et le deuxième pour Régine qui, toute l'année, suit très attentivement les questions bulgares. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir sur le sujet en novembre, à l'occasion de la visite à Paris du Premier ministre, les 14 et 15 novembre, dans le cadre de l'année Victor Hugo.

Régine Judicis : Pour résumer la situation, on peut distinguer les progrès visibles et les avantages invisibles. Les progrès visibles sont très lents dans le domaine économique et social, car le gouvernement bulgare est placé, comme beaucoup d'autres pays, entre le marteau du FMI et une en-

clume faite de structures vieillies et de pratiques mafieuses. La presse n'en a cure : tenue par des groupes plus ou moins douteux, elle est impitoyable pour le Premier ministre. Quant à la lutte contre les diverses formes de criminalité, les progrès sont visibles - en matière de sécurité publique et de démantèlement des réseaux internationaux de contrebande tout particulièrement. Les avantages invisibles sont très importants : la Bulgarie ne connaît pas de « problèmes ethniques » et les musulmans turcophones participent à la conduite des affaires politiques. Les relations entre le président de la République (un socialiste) et le Premier ministre sont bonnes : à tel point que c'est Siméon de Saxe-Cobourg qui représentera son pays au sommet francophone de Beyrouth alors que ce sont les chefs d'État qui y sont conviés. Enfin, le Premier ministre, en raison de son exil et de son expérience personnelle, joue un rôle capital dans les relations internationales de son pays : les Balkans y gagnent en stabilité et les retombées économiques pour la Bulgarie seront à terme importantes. Mais il est difficile de demander à un peuple éprouvé de mille manières d'être patient...

Propos recueillis par Annette DELRANCK

Pour en savoir plus :

■ Xavier Bougarel - « **Bosnie, Anatomie d'un conflit** ». La Découverte. 1996. prix franco : 13,50 €.

■ Stanko Cerovic - « **Dans les griffes des humanistes** ». Climats, 2001. prix franco : 22 €.

■ Marina Glamocak - « **La Transition guerrière yougoslave** ». L'Harmattan. 2002. prix franco : 23 €.

■ Thierry Mudry - « **Histoire de la Bosnie-Herzégovine. Faits et controverses** ». Ellipses. 1999. prix franco : 34 €.

➔ Voir également l'article de B. Renouvin : « **Les Balkans à pas de colombe** », paru dans le mensuel *Bastille République Nation* (numéro 14 de septembre 2002).



◆ Le pont de Mostar avant sa destruction par les Croates.

Terreur

En exergue d'un excellent numéro sur le terrorisme, cette phrase de Sartre qui devrait faire réfléchir les indignés, les compatissants et autres amateurs de victimes sanglantes : « *Un acte de violence n'a jamais de témoins. Il n'a que des participants.* »

Le terrorisme échappe aux définitions, comme le montre Régis Debray dans son article introductif, mais nous connaissons son objectif : l'attentat n'a de sens que par la mise en scène de la mort. Au lieu d'étrangler les contre-révolutionnaires dans une cave, on dresse une guillotine et la terreur ainsi proclamée s'intensifie à mesure que les techniques se développent – de la dynamite au nucléaire – et que les médias gagnent en puissance. C'est par le moyen de la télévision diffusant par satellite les commentaires éplorés des journalistes et les condamnations moralisatrices que s'opère la promotion des massacres et des massacreurs.

Cette réflexion ouvre sur un large examen des outils, des discours, des logiques et des pathologies par lesquels la terreur prétend depuis deux siècles imposer son règne purificateur.

Très complet, ce numéro pourrait servir à l'élaboration d'une stratégie antiterroriste. Mais on ne fera rien tant que les acteurs politiques, médiatiques et militaires continueront de prendre part au jeu afin de rester, eux aussi, sur scène.

Maria DA SILVA

(1) « *La scène terroriste* ». Les Cahiers de médiologie, n° 13, premier semestre 2002. Gallimard, prix franco : 18 €.

Les lys de Flandre

Luc Beyer de Ryke est bien connu des fidèles de la NAR. Cet ami belge vient de publier *Les Lys de Flandre*, un intéressant ouvrage sur la vie et la mort des francophones de Flandre.

A lire d'urgence, même si l'on n'est ni linguiste, ni historien.

« Au-delà des injustices vécues et subies qui poussèrent les Flamands à se rebeller, il a existé en Flandre deux langues et non une. »

L'ouvrage que nous livre Luc Beyer de Ryke est plus qu'un simple livre de culture ou d'histoire : c'est un livre politique, au sens noble du terme. L'auteur lui a joliment donné pour titre *Les Lys de Flandre*. Le sous-titre, vie et mort des francophones de Flandre (1302 – 2002), résume son propos. Né à Gand, où il fut élu 18 ans durant, Luc Beyer de Ryke aime sa terre natale de Flandre. Il appartient à la minorité francophone de cette moitié du royaume de Belgique. Elle est aujourd'hui en voie d'extinction, victime de la montée du nationalisme flamand et du carcan des lois linguistiques. Les francophones de Flandre n'ont pas même le statut de minorité protégée. Depuis 1963, ils sont « sortis de l'histoire », n'ayant même plus le droit de se compter. Une élite aristocrate ou bourgeoise survit provisoirement à Gand et à Anvers dans une quasi-clandestinité.

De sa scolarité gantoise, l'auteur écrit : « *la Belgique n'y a jamais été reniée, elle fut honorée. Mais la langue, l'histoire, les lettres, elles, me parlaient de la France.* » Car la langue est, en quelque sorte, une seconde patrie ; et là réside toute l'ambiguïté des francophones de Flandre dont l'histoire, contée par l'auteur, remonte loin. La Maison de

Bourgogne a achevé la francisation de l'aristocratie. Au XVIII^e siècle, « l'universalité de la langue française » s'impose. La Révolution et l'Empire favorisent le français au sein de la bourgeoisie. En Belgique, la révolution de 1830 est bourgeoise, donc francophone. C'est entre les deux guerres mondiales que montent les revendications flamandes et que s'amorce le déclin des francophones, progressivement marginalisés.

La fin du bilinguisme à l'Université de Louvain, au milieu des années 60, constitue sans doute un point final symbolique à la présence du français en Flandre. Le prestige de la plus ancienne université catholique d'Occident était grand. Les deux cultures s'y rencontraient. Cela prit fin quand retentirent des slogans comme : « *Fransse ratten rol uw matten !* » (1). L'Eglise se résigna. Tout comme elle se résigna, sous la pression du radicalisme flamand, à supprimer toute célébration en français sur la terre flamande, « *prier en français apparut comme un péché* ». L'auteur relève avec malice que la maçonnerie se montra plus libérale : il existe encore, à Gand notamment, des Loges francophones.

Un chapitre retrace également la vie et l'agonie de la presse francophone : *la Flandre Libérale*, *la Métropole* ou *le Matin* ont disparu. De nos jours, ne subsistent qu'un hebdomadaire, *la Semaine*, et un bulletin bimensuel : *les Nouvelles de Flandre*. « La

presse francophone a cessé d'exister. Nous en portons le deuil », écrit l'auteur. De même, il consacre plusieurs pages aux écrivains francophones de Flandre qui se sont surtout affirmés à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle. Pour un Verhaeren ou un Maeterlinck, combien sont inconnus en France ? Qu'évoquent en effet pour nous les noms de Georges Eekhoud, Jean de Bosschère, André Baillon, Franz Hellens... auxquels il faut adjoindre deux femmes : Marie Gevers et Suzanne Lilar ? Et pourtant « *cette légion d'écrivains célèbres, connus, moins connus, méconnus, inconnus, ont tous contribué à consacrer au français en Flandre, son statut d'une langue de culture* ». Mais, déjà, l'auteur relève que beaucoup d'entre eux appartenaient plus à un courant littéraire qu'à la terre de leur naissance.

Intéressant et remarquablement écrit, avec précision et sensibilité, ce livre est plus qu'utile : nécessaire. La nostalgie pointe parfois à l'horizon, mais jamais elle ne s'attarde. Maeterlinck prophétisait que la Belgique serait latine ou ne serait pas. Au fond, avec la mort des francophones de Flandre, n'est ce pas la mort programmée d'une certaine Belgique que redoute Luc Beyer de Ryke ?

Alain SOLARI

(1) « *Rats français, roulez vos tapis !* ».

Luc Beyer de Ryke - « *Les Lys de Flandre* ». Ed. François-Xavier de Guibert, prix franco : 19 €.

→ Rappel : notre ami est également l'auteur de « *Tocsin pour la Belgique* ». Ed. de Guibert, 2000, prix franco : 17 €. Voir notre entretien avec l'auteur, paru dans *Royaliste* n° 750.

L'Islam mondialisé

À l'indemnité des événements du 11 septembre 2001, la stupeur aidant, les discours alarmistes et mobilisateurs se sont répandus. L'entreprise terroriste, émanant d'un néo-fondamentalisme islamiste, supérieurement organisé et disposant de l'appui général des masses musulmanes, réclamait de la part des pays menacés une stratégie offensive et déterminée. Le président G.-W. Bush fut en mesure d'organiser sa riposte en Afghanistan avec l'appui de ses alliés et d'une opinion largement convaincue de sa légitimité et de son urgence. Depuis lors, le débat fait rage, car les avis sont partagés. Certains sont persuadés de la réalité d'une vague de fond religieuse qui traverse l'ensemble des pays musulmans et qui donne crédit à la thèse du choc des civilisations. D'autres, dont la compétence est indiscutable, démontrent exactement le contraire, annonçant l'échec politique de l'islamisme et une transformation interne du monde musulman qui implique une véritable occidentalisation des mentalités et des mœurs.

Dans un livre paru, il y a deux ans déjà, Gilles Kepel décrivait le déclin de l'islamisme et annonçait un retour à « *la grande tradition des sociétés musulmanes, qui fit la force de leur histoire, et qui se caractérise par une extrême plasticité aux mutations de l'univers* » (1). Et d'évoquer « *les temps de la grandeur* », ceux qui, de Bagdad à l'Andalousie, permirent « *de fondre en un ensemble original les apports des deux civilisations persane et gréco-méditerranéenne* ». Le 11 septembre constituait-il un démenti cinglant à un tel optimisme ? Mais Kepel n'est pas dupe des nouvelles difficultés qu'entraîne toute évolution vers une politique de réforme. Il n'ignore pas qu'un climat peut se développer, prenant appui sur les frustrations des uns et des autres et fournissant le terreau d'une nouvelle violence.

Cependant son analyse globale va à l'encontre de la thèse de Samuel Huntington. Il est rejoint en ce sens par son collègue Olivier Roy, qui se fit connaître dans les années 80 comme spécialiste de l'Afghanistan et qui, depuis lors, a élargi son intérêt à l'ensemble de l'islam politique. Pour lui, il s'agit de ne pas se laisser prendre au mirage du 11 septembre dont il affirme que le succès « *ne doit pas masquer le fait qu'il s'agit d'un acte gratuit, détaché de toute réelle stratégie* ». Par ailleurs, il s'agit de désenchanter le mythe : « *Al-Qaïda n'est qu'une secte, millénarisme et suicidaire* ». Et encore : « *Bin Laden a lancé le jihad et il a échoué* ». Élargissant son jugement à la réislamisation en général, il réitère qu'elle « *peut poser des problèmes de sécurité et de société mais elle n'est pas une menace stratégique* ».

Olivier Roy ne veut pas dire par-là qu'il n'y aurait pas de menace terroriste et qu'il n'y aurait pas lieu d'y parer par tous les moyens appropriés. Il invite à une connaissance plus exhaustive de tous les phénomènes qui caractérisent aujourd'hui l'évolution de l'islam, des pays musulmans et plus particulièrement les franges extrémistes qui alimentent la crainte. Cette connaissance oblige à revenir sur bien des préjugés courants, car elle déconstruit complètement l'idée a priori que l'on cultive et qui renvoie à « *une image de solidité, d'identité et de dynamisme* ». Cette image résulte généralement d'une identification générale à la religion qui expliquerait tout. De là ces références continuelles au Coran pour déterminer si, oui ou non, il justifie telle ou telle pratique, telle conception de la civilisation ou tel engagement à l'égard du jihad. Olivier Roy discerne là l'origine de toutes les méprises : « *En un mot, toutes les explications par la religion sont tautologiques et circulaires* ».

Ce qui frappe l'observateur lorsqu'il consent à se concentrer sur les phénomènes même, c'est la radicale transformation des mentalités qui apparaît et qui conduit à leur occidentalisation. Le paradoxe veut que cette occidentalisation soit également avérée lorsqu'il s'agit de fondamentalisme, car celui-ci se révèle être à la fine pointe de l'évolution de l'islam vers la globalisation et l'émancipation des valeurs par rapport aux formes traditionnelles et aux supports juridiques et institutionnels qui garantissaient la transmission de la foi. Il ne faut pas se tromper, en effet, sur la signification de certaines surenchères ou de certaines rigidités morales. Pour comprendre cette méprise, l'exemple de l'actuelle offensive contre l'homosexualité en Égypte est intéressant. Ce qui avait toujours été vécu sous le sceau de la loi est désormais discuté à l'enseignement des valeurs : « *Ce qui était interdit, mais vécu dans le non-dit, devient soudainement un enjeu de société, parce que, pour s'affirmer face à l'Occident, il faut tenir un discours à la fois explicite et symétrique, donc reprendre à son compte les catégories de l'autre, même si c'est pour leur assigner un signe négatif* ».

Olivier Roy insiste aussi beaucoup sur la présence d'une minorité musulmane dans les pays occidentaux. La réaction identitaire qui résulte des difficultés d'adaptation et qui fait le jeu des tendances extrémistes possède des caractéristiques inédites. On découvre que l'usage d'internet qui est le fait de beaucoup d'organisations islamistes « *renforce et exacerbe les deux tendances à l'individualisation et à la constitution d'une communauté imaginaire, en coupant la communauté religieuse du contexte social, culturel et historique concret dans laquelle elle s'est toujours incarnée* ». Ce qui nous renvoie à la constitution du réseau Al-Qaïda, qui est le fait de déracinés occidentalisés. Leur radicalisme ne leur vient pas de leur appartenance religieuse, mais de leur révolte : « *On peut même soutenir que certains passent à l'islam parce qu'ils se sont déjà radicalisés politiquement* ». Nous sommes plutôt dans le registre d'Action directe et de la « *bande à Baader* » que dans celui d'une réislamisation. C'est pourquoi il convient de ne pas tomber dans une explication « *par l'Islam* » qui risque de nous faire manquer la signification de l'évolution actuelle de notre monde globalisé. Même si son refus unilatéral d'une vision « *culturaliste* » mériterait un examen approfondi, on doit faire crédit à Olivier Roy d'une connaissance directe de l'Islam mondialisé.

Olivier Roy - « *L'Islam mondialisé* », Le Seuil, prix franco : 14,50 €.

(1) Gilles Kepel - « *Jihad - Expansion et déclin de l'islamisme* », Folio actuel, prix franco : 10,50 €.

par Gérard Leclerc



L'homme qui se tenait mal

Pourquoi un si petit article sur l'impressionnante biographie qu'Éric Roussel a consacré au général de Gaulle ? Pourquoi demeurer sur la réserve après tant de pages incontestables ? A cause d'une gêne ou peut-être d'un malentendu.

Bien entendu, l'ouvrage (1) est de ceux qu'il faudra désormais consulter, avant tout travail sur l'itinéraire politique de Charles de Gaulle.

La somme des faits et des témoignages recueillis sur la vie et l'œuvre du « Connétable » impressionne, les archives exploitées sont passionnantes – surtout celles, inédites, qui se trouvent à Moscou. Chez le biographe, point de malveillance ni de volonté hagiographique : au contraire, le souci permanent de dire aussi exactement que possible ce qui fut.

Le travail accompli est en tous points respectable. Pourtant, au fil de ces mille pages, j'ai éprouvé une gêne qui ne tient ni aux critiques formulées par Éric Roussel à l'encontre du général de Gaulle, ni aux pages d'archives qui ternissent en quelques points l'imagerie pieuse que certains gaullistes ont fabriquée, ni même à son indifférence pour les relations entre de Gaulle et le défunt comte de Paris.

Ma réserve tient, de manière paradoxale, à la volonté d'équilibre du biographe. Dans l'intention louable de ne pas tomber sous le charme de la mythologie gaulliste, Éric Roussel s'efforce à établir des vérités premières. Nous ne l'avons pas attendu pour savoir que Charles de Gaulle n'était pas un surhomme, mais un personnage sujet à maintes

contradictions et faiblesses, qui a commis nombre d'erreurs pendant la guerre puis après son retour aux affaires.

S'ajoute un préjugé qui fausse le portrait du Général. Éric Roussel admire son personnage, mais il le voudrait respectueux des formes et des puissances, déférent à l'égard des dirigeants anglais et américains et soldat loyal plus que défenseur intransigeant de l'intérêt national. A trop rêver d'un croisement entre Monsieur de Norpois et le Général Revanche, on manque le général de Gaulle. Son opposition constante à Roosevelt, ses heurts violents avec Churchill et ses coups de force inouïs ne procèdent pas de l'arrogance et du mauvais caractère mais de la nécessité de rétablir à l'égard de tous l'indépendance de la nation française et son rang dans le monde – plus tard confirmée par la sortie de l'Otan, la politique de rapprochement avec la Russie et le discours de Phnom Penh.

Charles de Gaulle n'est pas un Pompidou saisi par l'héroïsme, ni un romantique atrabilaire, mais un homme d'État vraiment pas convenable. C'est cette façon de s'inviter à la table des Grands, et de mal s'y tenir, qui lui permit de libérer la France et de réussir plusieurs révolutions.

Jacques BLANGY

(1) Éric Roussel - « Charles de Gaulle ». Gallimard, 2002, prix franco : 32 €.

L'album de sa vie

Des dizaines et des dizaines de photos, charmantes, émouvantes, drôles parfois, pour beaucoup inédites : Madame la comtesse de Paris a composé pour les Français, jeunes et vieux, fidèles ou curieux, un bel album accompagné d'un allègre commentaire.

Voici la comtesse de Paris, « plus jeune et plus vieille qu'elle-même » comme dit le philosophe.

Plus jeune : une photographie toute récente montre à cheval cette femme aux cheveux blancs née avant la première guerre mondiale. Plus vieille : vieille comme la France, au point de presque incarner cette « princesse de légende » évoquée par le général de Gaulle à la première page de ses Mémoires. A ceci près que la comtesse de Paris n'est pas une figure légendaire mais une femme saisie par le dur mouvement de l'histoire – celle d'une dynastie millénaire, et d'une nation née avec les Capétiens.

Les livres consacrés au défunt comte de Paris et des chroniques indiscrètes nous ont informés depuis longtemps que le roman familial ne fut pas des plus drôles. Exil, guerres, deuils, séparations, conflits familiaux, déceptions... La comtesse de Paris a traversé plus d'épreuves que beaucoup d'épouses et de mères de famille. Mais l'album qu'elle nous présente ne retient que les moments heureux. Il en est ainsi dans tous les foyers : naissances, mariages, promenades, et toutes sortes de fêtes réunissant les enfants et les petits-enfants. Mais comme cette

mère de famille est princesse, elle nous raconte aussi la vie de la famille élargie, oncles, tantes, cousins et cousines qui

vivent aux quatre coins de l'Europe. Jolie « multi-nationale » ! On s'amuse à découvrir le roi Siméon, de Bulgarie déguisé en corsaire et à confondre le comte de Paris avec un irrégulier marocain.

Revenus de tout, les sceptiques diront que ces photographies entretiennent la nostalgie et cultivent l'illusion. Cette exigence de lucidité révèle une grande naïveté. Il faut beaucoup de politesse - de respect d'autrui - et de force d'âme pour présenter à tous moments et en toutes circonstances le visage souriant des bonheurs fragiles ou disparus. La comtesse de Paris a toujours eu ce secret courage. Sauvante les apparences, elle seule aujourd'hui permet à la famille royale d'exister et de garder sa signification historique. Au-delà de ses qualités personnelles, qu'ils devinent, c'est pour cela que les royalistes français aiment la comtesse de Paris.

Mais cette princesse n'appartient pas aux fidèles de la Maison de France. Dans sa belle préface, Frédéric Mitterrand dit qu'elle porte tous les noms. Celle qui aurait pu être reine est mère, grand-mère, marraine et femme – femme infatigable.

Yvan AUMONT

(1) Isabelle, comtesse de Paris - « L'album de ma vie », préface de Frédéric Mitterrand, Perrin, 2002, prix franco : 26,50 €.

Dates à noter :

CONSEIL NATIONAL - Le prochain Conseil National de la NAR se tiendra à Paris, le dimanche 27 octobre. Ses membres recevront la convocation et l'ordre du jour en temps utile mais peuvent d'ores et déjà prendre leurs dispositions pour être présents à cette date.

CONGRÈS - Le 22^e Congrès de la NAR aura lieu à Paris le 16 mars 2003. Tous les adhérents sont invités à participer aux travaux de la Commission Nationale du Projet qui se réunira le 15 mars.

Les thèmes retenus cette année sont : « Le devenir de la protection sociale » et « La décentralisation, son étendue et ses limites ».

PORTUGAL

Appel à nos lecteurs portugais. Nous sommes en train de constituer pour un prochain numéro du *Lys rouge* un dossier sur les royalistes portugais et leurs activités. Tous renseignements ou documents sur le sujet seraient les bienvenus.

Merci également de nous communiquer les adresses (postales et électroniques) ainsi que les sites internet des divers groupes royalistes portugais.

CHANSONS

Nous disposons encore d'un petit stock de cassettes et de CD de chansons royalistes. Ce stock ne sera pas renouvelé, la maison d'édition n'existant plus. La liste des titres encore disponibles vous sera envoyée sur simple demande en téléphonant au 01.42.97.42.57.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

Un nouveau numéro du *Lys Rouge* est paru pendant l'été. Nous incitons vivement tous nos amis, non seulement à se procurer ce numéro (5,40 €) - ou mieux encore s'abonner ! (13 € pour 4 numéros) - mais aussi à le faire connaître à toutes les personnes qui s'intéressent à l'histoire du royalisme.

Jean-Philippe Chauvin, rédacteur en chef du *Lys Rouge*, lance d'autre part un appel à toutes les personnes qui détiennent des documents, journaux anciens, tracts, etc. concernant le royalisme en leur demandant de nous le signaler.

ÉPINGLETTES

Nous proposons différents modèles d'épinglettes (pin's) vendues au prix de 7 € pièce (franco de port).

- Buste de Louis XVI (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.
- Buste de Marie-Antoinette (vieux or ou vieux argent) - 23 mm de haut.
- Fleur de lys (dorée ou vieux or ou vieux argent) - 17 mm de haut.
- Fleur de lys dorée 13 mm de haut.
- Double cœur vendéen (vieux or, doré ou argenté) - 24 mm.
- Armoiries de Jeanne d'Arc (email or et argent sur fond bleu) - 16 mm de haut.
- Blason de France (trois fleurs de lys or sur email bleu) - 10 mm de haut.
- Armes de France avec devise Montjoye St Denis (email bleu et or sur fond blanc) - 12 mm de haut.
- Insigne de l'association des Amis de la Maison de France (fleur de lys dorée sur hexagone bleu) - 20 mm de haut.
- Cœur chouan (email rouge sur fond blanc) - 15 mm de haut.

Reprise des conférences hebdomadaires le mercredi 2 octobre

- ♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.
- ♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.
- ♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

Mercredi 2 octobre : C'est le débat de la rentrée : alors que le gouvernement des États-Unis se prépare à attaquer l'Irak, la contestation de l'hyperpuissance américaine grandit en Europe, attirant la réprobation des essayistes qui dénoncent l'antiaméricanisme. **Emmanuel TODD** se situe hors de cet antagonisme classique. Selon lui, les États-Unis n'ont pas la force de dominer le monde et leur bellicisme n'est qu'une manière désespérée de cacher leur déclin. « Le système américain est-il entré en décomposition ? ». Tel est le thème du livre que notre invité vient de publier et qu'il

explicitera avec la clarté et l'allégresse que, depuis longtemps, nous apprécions chez lui.

♦ **Mercredi 9 octobre :** Retour sur l'histoire du royalisme. Précisément, celle des héritiers de l'Action française qui, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ont voulu rester fidèles à la pensée de Charles Maurras et à l'action des Camelots du roi.

Auteur d'une thèse sur « La Restauration nationale » reprise sous forme de livre, **Jean-Paul GAUTIER** nous présentera l'histoire méconnue de ce mouvement monarchiste. A l'intention des militants et sympathisants de la NAR, notre invité, historien extérieur à la tradition royaliste, expliquera les raisons intellectuelles et stratégiques de l'échec de ce mouvement situé très à droite, et éclairera les circonstances dans lesquelles la Nouvelle Action royaliste a été fondée.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

SERVICE LIBRAIRIE

RAPPEL : Notre service librairie est à votre disposition pour vous fournir non seulement les ouvrages mentionnés dans *Royaliste* mais également n'importe quel livre (à la condition qu'il soit encore disponible chez l'éditeur). N'hésitez pas à faire appel à nos services.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :
Adresse électronique :

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Il faut nationaliser !

Depuis vingt ans, les idéologues du marché et les « modernisateurs » de droite et de gauche dispensent, avec la suifance des faux savants, leurs cours de philosophie pragmatique et leurs leçons sur la gestion efficace. Regarder la réalité ! Prendre pour critère la rentabilité ! Rechercher en tout et partout la transparence ! Laisser le marché déterminer la valeur des entreprises ! Privatiser à tout va, afin que chaque entreprise puisse bénéficier de la compétitivité !

Sans perdre de vue les débats théoriques (1) qui permettent d'établir l'inanité de la thématique ultra-libérale, nous pouvons aujourd'hui nous contenter de prendre au mot les fanatiques du marché. Regardons les bilans. Exigeons la transparence, ou du moins la clarté. Et tirons les leçons de l'expérience.

Nous avons vérifié depuis deux ans que la logique des marchés financiers était celle de la panique, qui envahit aujourd'hui les plus fervents apologistes de la Bourse ; et nous avons constaté que, à l'étranger, la privatisation des services publics aboutissait à des conséquences désastreuses.

L'échec est avéré aux États-Unis, soudain confrontés à des pénuries d'électricité (en Californie) et ébranlés par de retentissantes faillites (Enron, Worldcom) sur le marché dérégulé. L'échec est non moins patent en Grande-Bretagne, et le très pragmatique Anthony Blair a été contraint de renationaliser *Railtrack*, après plusieurs catastrophes ferroviaires et une retentissante faillite ; il doit aussi soutenir *British Energy* afin

d'assurer au pays la fourniture de courant électrique...

En France, les dettes colossales de France Télécom et les pertes qu'EDF tente de masquer par des artifices comptables constituent pour les citoyens un bilan clair et net : avant même la privatisation complète, l'ouverture du capital et la logique du marché globalisé conduisent à la catastrophe des entreprises dont la réussite industrielle est incontestable. Oui ! Efficacité des grands monopoles publics et,



surtout, utilité de ces entreprises qui, entre autres avantages, garantissent à la nation et à chaque citoyen un service continu à un prix raisonnable pour ce qui est essentiel : faire cuire et conserver ses aliments, se chauffer, se soigner, se déplacer en sécurité, communiquer en toute sûreté, mettre son argent à l'abri, se défendre collectivement par la production de systèmes d'armes appropriés.

Nous n'avons pas besoin des avis sentencieux des « experts » médiatiques : les monopoles publics et les entreprises nationales relèvent d'une nécessité qui ne découle pas seulement de la rationalité économique et de la logique industrielle mais de la po-

litique en tant que telle, qui doit préserver ce qui est vital et assurer les conditions de la liberté et de l'égalité.

C'est donc selon la raison politique qu'il faut envisager dès à présent un nouveau programme de nationalisations. Il faut nationaliser l'ensemble des établissements de crédits si l'on veut rétablir la confiance, nationaliser les industries d'armement, rétablir le monopole des télécommunications et du service postal, préserver le monopole d'EDF-GDF, défendre Air France – sans oublier de rétablir un véritable service public de la radio et de la télévision car la liberté d'expression sur les ondes se restreint dans notre pays.

Tel n'est pas l'avis de MM. Raffarin, Mer et autres chargés d'affaires de la « gouvernance ». Méprisant l'expérience, indifférents à l'intérêt national et au bien-être de la population, ils veulent liquider ce que les socialistes n'ont pas eu le temps de privatiser, en commençant par Air France. Au vu des désastres en cours, créons les conditions des désastres qui n'ont pas encore eu lieu : telle est la ligne aberrante des syndicats de faillite de la droite à la recherche d'argent frais pour combler quelques trous budgétaires.

Il faut empêcher l'ultime braderie du patrimoine industriel de la nation, soutenir les grèves de résistance et participer aux manifestations. Il faut, en même temps, montrer qu'un nouveau programme de nationalisations est de salut public et qu'il implique la restauration d'un État décidé à mener une politique industrielle selon l'intérêt général. Dès maintenant, nous pouvons renverser le cours des choses.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. le remarquable essai de Michel Henochsberg, *La Place du marché*, Denoël, 2002 (prix franco 23 €), dont nous parlerons prochainement.